



COMMUNE DE KOUROU
(population : 25 148 habitants)

Compte administratif de 2022
et budget primitif de 2023

Budget principal

(Collectivité en plan de redressement)

Article L. 1612-14 alinéa 2 du code général
des collectivités territoriales

AVIS N° 2023-0063

SAISINE N° 23-0009-973 - L 1612-14, alinéa 2

SEANCE DU 21 NOVEMBRE 2023

LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LA GUYANE,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code des juridictions financières, notamment son article L. 232-1 ;
- VU** l'arrêté n° R03-2022-09-28-00003 du préfet de Guyane daté du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à M. François LE VERGER, secrétaire général adjoint de la préfecture, publié au recueil des actes administratifs n° R03-2022-09-28-00003 du 28 septembre 2022 ;
- VU** les avis précédents de la chambre régionale des comptes, notamment l'avis n° 2015-00101 du 20 août 2015 sur le compte administratif de 2014 de la commune de Kourou, proposant les mesures de redressement nécessaires au retour à l'équilibre budgétaire au plus tard le 31 décembre 2019, l'avis n° 2019-0086 du 1^{er} août 2019 sur le compte administratif de 2018 et le budget primitif de 2019 de la commune de Kourou, reportant la date de retour à l'équilibre budgétaire au 31 décembre 2024, et l'avis n° 2022-0044 du 12 juillet 2022 sur le compte administratif de 2021 et le budget primitif de 2022 de la commune de Kourou ;
- VU** l'arrêté du préfet de Guyane n° 369.CBC.22 du 2 août 2022 portant règlement du budget primitif de 2022 de la collectivité ;

- VU la lettre du 10 mai 2023, enregistrée au greffe de la chambre le 15 mai 2023, par laquelle le préfet de Guyane a transmis à la chambre régionale des comptes le budget primitif de 2023 de la commune de Kourou en application des dispositions de l'article L. 1612-14, alinéa 2, du code général des collectivités territoriales ; et les pièces complémentaires enregistrées au greffe de la chambre le 16 juin 2023 ;
- VU la lettre du 16 juin 2023 par laquelle le président de la chambre a informé l'ordonnateur de la date limite à laquelle peuvent être présentées ses observations ;
- VU les réponses apportées par l'ordonnateur et le comptable de la commune de Kourou, ensemble des pièces du dossier ;

Après avoir entendu Mme Louise AREND, première conseillère, en son rapport.

I. SUR LA TRANSMISSION DU BUDGET PRIMITIF

La transmission émane de M. François LE VERGER, secrétaire général de la préfecture, compétent pour saisir la chambre, en vertu de l'arrêté de délégation susvisé.

Selon les dispositions de l'article L. 1612-14, alinéas 2, 3 et 4, du CGCT, « *lorsque le budget d'une collectivité territoriale a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le représentant de l'État dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant. Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre régionale des comptes constate que la collectivité territoriale n'a pas pris de mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au représentant de l'État dans le département dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le représentant de l'État règle le budget et le rend exécutoire [...]. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite. En cas de mise en œuvre des dispositions des alinéas précédents, la procédure prévue à l'article L. 1612-5 n'est pas applicable* ».

Selon l'article R. 1612-29 du même code, « *Lorsque les budgets primitifs des exercices au cours desquels le déficit doit être résorbé ne font pas ressortir les mesures suffisantes à cette résorption, la chambre régionale des comptes, à laquelle ces budgets ont été transmis par le représentant de l'État, propose à ce dernier les mesures nécessaires, dans les conditions prévues à l'article R. 1612-21. Lorsque les budgets font ressortir des mesures suffisantes, la chambre le constate* ».

Le budget primitif de 2022 de la commune de Kourou, ensemble le budget principal et les budgets annexes « Eau », « Assainissement » et « CNES », a été arrêté par le préfet de Guyane sur proposition de la chambre dans le cadre d'un plan pluriannuel de résorption du déficit budgétaire de la collectivité.

Par lettre du 10 mai 2023, enregistrée au greffe le 15 mai 2023, le préfet de Guyane a saisi la chambre d'une demande d'avis sur le budget primitif 2023 de la commune de Kourou. Les pièces complémentaires ont été enregistrées au greffe de la chambre le 16 juin 2023

Il résulte de ce qui précède que la transmission du préfet de Guyane est conforme aux dispositions de l'article L. 1612-14, alinéa 2, du CGCT.

Par suite, il appartient à la chambre de s'assurer, au regard des dispositions précitées, du caractère suffisant des mesures de résorption du déficit et de proposer, si tel n'est pas le cas, des mesures complémentaires.

II. SUR LA CONCORDANCE DES RESULTATS COMPTABLES

Le résultat comptable du compte de gestion de 2022 est en concordance avec le compte administratif de 2022 de la commune.

III. SUR LES CORRECTIONS EN SINCERITE DU BUDGET PRIMITIF 2023

Lors de sa séance du 11 avril 2023, la collectivité a adopté les budgets primitifs de 2023 en application des dispositions combinées des articles L. 1612-9 et L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales.

La délibération du 11 avril 2023 relative au budget principal indique un suréquilibre de 831 544,16 euros. Néanmoins, la maquette budgétaire fait apparaître un solde prévisionnel de 893 484,16 euros, soit 61 940 euros de plus inscrits en produits de la fiscalité locale à l'article 7318 « *Autres* ».

Le budget « *assainissement* » a été voté en suréquilibre de 4 625 280,27 euros.

Le budget annexe « *Eau* » a été adopté en suréquilibre de 5 168 915,38 euros.

Le budget annexe « *CNES* » a été adopté en équilibre.

Il appartient à la chambre de vérifier, au vu notamment des justificatifs communiqués par le représentant de l'État et l'ordonnateur, et dans les délais contraints de la procédure, la sincérité des inscriptions votées par le conseil municipal.

III. A. Sur la sincérité des restes à réaliser

La chambre vérifie les inscriptions en dépenses et recettes, ainsi que les reports et les restes à réaliser au titre de l'exercice précédent. Le cas échéant, elle intègre les modifications dans le budget primitif de 2023. En effet, le législateur n'a pas conféré aux chambres régionales des comptes le pouvoir de modifier les écritures des comptes administratifs votés.

III. A. 1. Le budget principal

La section de fonctionnement ne comporte des restes à réaliser en dépenses et en recettes.

La section d'investissement ne comporte pas des restes à réaliser en dépenses et en recettes.

a. En recettes de fonctionnement

Le chapitre 75 « *Autres produits de gestion courante* » est augmenté de 379 118,50 euros compte tenu des éléments suivants :

- des recettes diverses restant à régulariser au compte d'attente 471 transmis par le comptable au 31 décembre 2022, pour la somme de 282 662,09 euros ;
- des compléments de loyers, de juillet à décembre 2022, concernant la centrale photovoltaïque de Kourou, pour la somme de 96 456,41 euros.

Au total, les recettes de fonctionnement restant à réaliser corrigées s'élèvent à 379 118,50 euros.

b. En dépenses de fonctionnement

Le chapitre 011 « *Charges à caractère général* » est augmenté de 1 806 311,30 euros compte tenu des éléments suivants :

- de factures non engagées et non mandatées au 31 décembre 2022, pour la somme de 278 103,30 euros ;
- d'une décision de justice du 22 juin 2023 relatives à des factures de 2016 à 2018 de la société 3G2M pour un total de 238 890 euros ;
- d'une décision de justice du 2 juin 2022 en faveur de la société BT Caraïbes, pour un montant évalué à 21 113 euros compte tenu des intérêts moratoires ;
- d'un dette fiscale de 1 268 205 euros.

Le chapitre 012 « *charges de personnel* » est augmenté de 136 902,78 euros, en raison d'une dette de 64 232,50 euros envers la caisse nationale des allocations familiales (CNAF) et d'une dette de 72 670,28 euros envers la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL). Cette dernière, déjà relevée dans le précédent avis de la chambre, fait l'objet d'un échéancier de paiement suivi par la commune.

Le chapitre 67 « *Charges spécifiques* » est augmenté de 86 058,02 euros au titre des mandatements d'office non régularisés.

En tenant compte de ces corrections le montant des dépenses de fonctionnement restant à réaliser est augmenté de 2 029 272,10 euros.

c. Recettes d'investissement

Le chapitre 13 « *Subventions d'investissement* » est augmenté de 8 213 307,85 euros correspondant aux recettes inscrites par la commune en mesures nouvelles au budget 2023 alors qu'elles correspondent à des subventions notifiées en 2022 ou antérieurement, dans les actes attributifs suivants :

- 1 034 811 ,97 euros pour le projet « *adressage et signalétique* » ;
- 182 560 euros pour le projet « *mise aux normes du pôle culturel* » ;
- 1 331 619,62 euros pour le projet « *piste cyclable phase* » ;
- 119 918,16 euros pour le projet « *extension du restaurant scolaire E. Rimane* » ;

- 2 526 886,13 euros pour le projet « *reconstruction du groupe scolaire M. SABA phase 2* » ;
- 1 766 273,09 euros pour le projet « *voirie Wayabo* » ;
- 239 162,93 euros pour le projet « *rénovation du presbytère et de l'église du bourg* » ;
- 80 000 euros pour le projet « *réhabilitation toit école O. Palmot* » ;
- 932 075,95 euros pour le projet « *réhabilitation du stade bois Chaudat* ».

Au total, les recettes d'investissements restant à réaliser corrigées s'élèvent à 8 213 307,85 euros.

d. Dépenses d'investissement

Le chapitre 23 « *immobilisations en cours* » est augmenté de 12 377 250,04 euros afin d'inscrire les dépenses liées aux projets d'investissement partiellement inscrites en mesures nouvelles par la commune, en tenant compte de la date de notification des subventions et conformément aux engagements financiers pris par la commune pour obtenir ces dernières. Les restes à réaliser se décomposent de la manière suivante :

- 1 106 364,42 euros pour l'« *adressage et signalétique* » ;
- 326 000 euros pour la « *mise aux normes du pôle culturel* » ;
- 969 137,20 euros pour la « *piste cyclable phase 3* » ;
- 176 561,70 euros pour l'« *extension du restaurant scolaire E. Rimane* » ;
- 4 230 420,60 euros, pour la « *reconstruction du groupe scolaire M. Saba phase 2* » ;
- 3 531 918,73 euros, pour la « *voirie de Wayabo* » ;
- 315 620,31 euros pour la « *rénovation du presbytère et de l'église du bourg* » ;
- 92 635,20 euros pour la « *rénovation du réfectoire de l'école maternelle R. Lucile* » ;
- 25 544 euros pour la « *réhabilitation toit école O. Palmot* » ;
- 61 200 euros pour la « *réhabilitation du réfectoire de l'école E. Nezes* » ;
- 1 439 402,27 euros pour la « *réhabilitation du stade bois Chaudat* » ;
- Et 102 445,61 euros sont ajoutés au titre des dépenses d'investissement non engagées et non mandatées au 31 décembre 2022.

Au total, les dépenses d'investissement restant à réaliser s'élèvent à 12 377 250,04 euros.

e. *Total des corrections*

Le total des corrections sur les restes à réaliser s'élève à -5 814 095,79 euros se répartissant comme il suit :

Tableau n°1 : Montant des corrections en sincérité à reporter (en euros)

| Section de fonctionnement | | | | | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|---|
| | Réalisé y compris rattachements (A) | Restes à réaliser (B) | Total (C=A+B) | Corrections CRC (D) | Total (E=C+D) | Corrections en sincérité à reporter au BP |
| Dépenses | 49 763 916,44 | 0,00 | 49 763 916,44 | 2 029 272,10 | 51 793 188,54 | 2 029 272,10 |
| Recettes | 49 265 537,64 | 0,00 | 49 265 537,64 | 379 118,50 | 49 644 656,14 | 379 118,50 |
| Résultat de l'exercice | -498 378,80 | 0,00 | -498 378,80 | -1 650 153,60 | -2 148 532,40 | -1 650 153,60 |
| Résultat n-1 | -9 559 162,66 | | -9 559 162,66 | 0,00 | -9 559 162,66 | 0,00 |
| Résultat cumulé | -10 057 541,46 | 0,00 | -10 057 541,46 | -1 650 153,60 | -11 707 695,06 | -1 650 153,60 |
| Section d'investissement | | | | | | |
| | Réalisé (A) | Restes à réaliser (B) | Total (C=A+B) | Corrections CRC (D) | Total (E=C+D) | Corrections en sincérité à reporter au BP |
| Dépenses | 8 537 786,94 | 0,00 | 8 537 786,94 | 12 377 250,04 | 20 915 036,98 | 12 377 250,04 |
| Recettes | 20 702 296,06 | 0,00 | 20 702 296,06 | 8 213 307,85 | 28 915 603,91 | 8 213 307,85 |
| Résultat de l'exercice | 12 164 509,12 | 0,00 | 12 164 509,12 | -4 163 942,19 | 8 000 566,93 | -4 163 942,19 |
| Résultat n-1 | -3 008 810,09 | | -3 008 810,09 | 0,00 | -3 008 810,09 | 0,00 |
| Résultat cumulé | 9 155 699,03 | 0,00 | 9 155 699,03 | -4 163 942,19 | 4 991 756,84 | -4 163 942,19 |
| Résultat global de clôture | -901 842,43 | 0,00 | -901 842,43 | -5 814 095,79 | -6 715 938,22 | -5 814 095,79 |

Source : Chambre régionale des comptes

Après vérification de la sincérité des restes à réaliser, le résultat global de clôture du compte administratif de 2022 du budget principal de la commune de Kourou est un déficit de 6 715 938,22 euros.

III. A. 2. Le budget annexe « eau »

La section d'exploitation ne comporte ni rattachements ni reste à réaliser.

La section d'investissement ne comporte pas de reste à réaliser.

Ils n'appellent pas de commentaires.

III. A. 3. Le budget annexe « assainissement »

La section d'exploitation ne comporte ni rattachements ni reste à réaliser.

La section d'investissement ne comporte pas de reste à réaliser.

Ils n'appellent pas de commentaires.

III. A. 4. Le budget annexe « CNES »

La section de fonctionnement ne comporte ni des restes à réaliser ni des rattachements.

La section d'investissement ne comporte pas des restes à réaliser.

Ils n'appellent pas de commentaires.

III. B. Sur la sincérité des mesures nouvelles

III. B. 1. Sur le budget principal

a. Les recettes de fonctionnement

La collectivité a arrêté les recettes nouvelles de fonctionnement à 42 656 541,22 euros.

Compte tenu de l'état de consommation des crédits et des informations transmises par la collectivité, il y a lieu de procéder aux corrections suivantes :

- Le chapitre 013 « *Atténuation de charges* » est diminué de 160 000 euros pour les inscriptions aux comptes 6091 « *Rabais, remises et ristournes (RRR) obtenus sur matières premières* », 619 « *RRR obtenus sur services extérieurs* », 629 « *RRR obtenus sur autres services extérieurs* » et 6419 « *Remboursements rémunérations personnel* », non justifiées ;
- Le chapitre 70 « *Produits services, domaines et ventes* » est diminué de 33 200 euros, s'expliquant par :
 - - 70 000 euros de redevances non justifiées au compte 706888 « *Autres* » ;
 - + 36 800 euros de revenus publicitaires dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine communal.
- Le chapitre 73 « *Impôts et taxes* » est augmenté de 524 234,69 euros pour se conformer aux notifications relatives à l'octroi de mer (+443 407,65 euros) et à la taxe sur le carburant (+80 827,04 euros) ;
- Le chapitre 731 « *Fiscalité locale* » est diminué de 1 773 062 euros correspondant à - 1 711 572 euros pour inscrire l'allocation compensatrice au chapitre 74 et - 61 940 euros inscrits à l'article 7318 « *Autres* » absents de la délibération budgétaire et non titrés.
- Le chapitre 74 « *Dotations et participations* » est augmenté de 634 260 euros compte tenu de :
 - la notification de la dotation forfaitaire qui implique une diminution de 9 709 euros des crédits inscrits ;
 - la notification de la dotation d'aménagement d'outre-mer (DACOM) qui implique une augmentation de 211 084 euros des crédits inscrits ;

- la notification de la part fonctionnement du FCTVA qui implique une augmentation de 103 695 euros des crédits inscrits ;
 - l'état n° 1259 qui accorde une allocation compensatrice de 1 711 572 euros, inscrite à tort au chapitre 731 « *Fiscalité locale* » ;
 - la diminution au compte 74888 « *Autres* » de 550 000 euros ;
 - la diminution au compte 747818 « *Autres* » de 832 382 euros ;
- Le chapitre 77 « *Produits spécifiques* » est diminué de 200 027 euros compte tenu de l'erreur de saisie de la collectivité qui n'a pas réalisé de cession.

Un courrier du directeur général des finances publiques en date du 31 mai 2023 répond favorablement à la demande de la commune de transférer 6 033 242 euros d'excédent d'investissement, issus de la cession des titres que détenait la commune dans le capital de la société immobilière de Kourou (SIMKO), à la section de fonctionnement. Selon l'article D. 2311-14 du CGCT, « [...] lorsque la section d'investissement du budget présente un excédent, peuvent être repris en section de fonctionnement : [...] Lorsque les conditions prévues aux alinéas précédents ne sont pas réunies, et en raison de circonstances exceptionnelles et motivées, la collectivité peut solliciter une décision conjointe des ministres chargés du budget et des collectivités locales, qui peut porter sur un ou plusieurs exercices, afin de reprendre l'excédent prévisionnel de la section d'investissement en section de fonctionnement dès le vote du budget primitif. / Dans tous les cas, la reprise est accompagnée d'une délibération du conseil municipal précisant l'origine de l'excédent et les conditions d'évaluation de son montant. ». Le courrier est signé au nom du seul directeur général des finances publiques, « en accord avec la direction général des collectivités territoriales ». Au surplus, la collectivité n'a pas transmis de délibération prise en ce sens suite au courrier. Cette inscription n'est ainsi pas proposée par la chambre dans le présent avis.

En tenant compte de l'ensemble des corrections en sincérité, le montant des recettes nouvelles de fonctionnement doit être diminué de 1 007 794 euros.

b. En dépenses de fonctionnement

La commune a arrêté les dépenses nouvelles de fonctionnement à 52 625 617,09 euros y compris le résultat reporté de 10 057 541,46 euros.

Le chapitre 012 « *Charges de personnel* » est diminué de 224 290 euros compte tenu de la consommation inférieure aux prévisions et d'une dette URSSAF relative à des majorations et pénalités.

Le chapitre 65 « *Autres charges de gestion courantes* » est diminué de 360 000 euros, compte tenu du courrier du SDIS relatif à la contribution de la commune ;

Le chapitre 66 « *Charges financières* » est augmenté de 109 492 euros compte tenu :

- des intérêts réglés à l'échéance pour 54 891,56 euros ;
- des ICNE pour 54 600,20 euros.

Le chapitre 67 « *Charges spécifiques* » est augmenté de 249 343 euros correspondant au remboursement de l'avance perçue par la commune au titre du filet de sécurité inflation conformément à l'arrêté du 13 octobre 2023 portant attribution de la dotation mentionnée au I de l'article 14 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022.

En tenant compte de ces corrections en sincérité, le montant des dépenses nouvelles de fonctionnement doit être diminué de 225 455 euros.

c. Recettes d'investissement

La collectivité a arrêté les recettes nouvelles d'investissement à 16 662 560,03 euros y compris le résultat reporté de 9 155 699,03 euros.

Le chapitre 13 « *Subventions d'investissement* » est augmenté de 2 868 722 euros de crédits en mesures nouvelles, compte tenu

- de la réimputation du FRDE de 3 443 854 euros inscrit initialement au chapitre 10 « *Dotations fonds divers et réserves* » ;
- de la réduction de 575 132 euros correspondant à des opérations portées en reste à réaliser.

Le chapitre 10 « *Dotations fonds diverse et réserves* » est diminué de 3 586 636 euros, compte tenu :

- de l'augmentation de 213 364 euros compte tenu du FCTVA notifié en investissement ;
- de la suppression de 3 800 000 euros au titre du FRDE, réimputé au chapitre 13.

En tenant compte de l'ensemble des corrections en sincérité, le montant des recettes nouvelles d'investissement doit être diminué de 717 914 euros.

d. Les dépenses d'investissement

La collectivité a arrêté les dépenses nouvelles d'investissement à 5 800 000 euros.

Le chapitre 21 « *immobilisations corporelles* » est diminué de 1 248 813 euros correspondant à des opérations portées en restes à réaliser.

Le chapitre 23 « *immobilisations en cours* » est diminué de 1 238 915 euros correspondant à des opérations portées en restes à réaliser.

Le chapitre 16 « *Emprunts et dettes assimilées* » est augmenté de 79 467 euros compte tenu du capital à rembourser figurant sur l'état de la dette.

En tenant compte de l'ensemble des corrections en sincérité, le montant des dépenses nouvelles d'investissement doit être diminué de 2 408 261 euros.

e. Total des corrections.

Le budget primitif principal corrigé en sincérité, avant mesure de redressement, est en déséquilibre de 4 012 603 euros.

III. B. 2. Sur la sincérité du budget annexe « eau »

Les résultats de clôture de 2022 ont été correctement reportés au budget primitif de 2023. Les mesures nouvelles n'appellent pas d'observations. Ce budget annexe primitif est en suréquilibre de 5 168 915 euros.

III. B. 3. Sur la sincérité du budget annexe « assainissement »

a. Les recettes d'exploitation

La collectivité a arrêté les recettes nouvelles d'exploitation à 4 231 917,27 euros y compris le résultat reporté.

Le chapitre 75 « *Autres recettes de gestion courante* » est diminué de 81 288 euros au regard de la déclaration de surtaxe de la société guyanaise des eaux.

En tenant compte de cette correction en sincérité, le montant des recettes nouvelles d'exploitation doit être diminué de 81 288 euros.

b. Les dépenses d'exploitation

La collectivité a arrêté les dépenses nouvelles d'exploitation à 4 231 917,27 euros.

Le chapitre 011 « *Charges à caractère général* » est augmenté de 65 000 euros compte tenu de l'état de consommation des crédits.

Le chapitre 023 « *Virement à la section d'investissement* » est diminué de 146 288 euros compte tenu des crédits disponibles.

En tenant compte de ces corrections en sincérité, le montant des dépenses nouvelles d'exploitation doit être diminué de 81 288 euros.

c. Les recettes d'investissement

La collectivité a arrêté les recettes nouvelles d'investissement à 4 848 037,58 euros y compris le résultat reporté.

Le chapitre 10 « *Dotations fonds divers et réserves* » est augmenté de 3 400 euros eu égard aux produits titrés.

En miroir du montant inscrit au chapitre 023 « *Virement à la section d'investissement* », il y a lieu de réduire le chapitre 021 « *Virement de la section de fonctionnement* » de 146 288 euros.

En tenant compte de cette correction, le montant des recettes nouvelles d'investissement est diminué de 142 888 euros.

d. Les dépenses d'investissement

La collectivité a arrêté les dépenses nouvelles d'investissement à 222 757 euros. Elles n'appellent pas de modification.

e. Total des corrections

Le budget annexe primitif « *Assainissement* » est en suréquilibre de 4 482 393 euros.

III. B. 4. Sur la sincérité du budget CNES

a. Les recettes de fonctionnement

La collectivité a arrêté les recettes nouvelles de fonctionnement à 415 000 euros, y compris résultat reporté de 26 000 euros.

Le chapitre 74 « *Dotations et participations* » est augmenté de 36 500 euros compte-tenu des produits déjà titrés.

L'article R002 « *Résultat reporté ou anticipé* » est augmenté de 82 500 euros pour tenir compte de la totalité du résultat reporté et conformément à la délibération de la commune.

En tenant compte de ces corrections en sincérité, le montant des recettes nouvelles de fonctionnement doit être augmenté de 119 000 euros.

b. Les dépenses de fonctionnement

La collectivité a arrêté les dépenses nouvelles de fonctionnement à 415 000 euros.

Elle n'a pas demandé d'ouverture de crédits supplémentaires dans le cadre de la contradiction, les inscriptions sont maintenues.

c. La section d'investissement

Aucun crédit n'est ouvert en section d'investissement, ce qui n'appelle pas de modification.

d. Total des corrections

Le budget primitif « *CNES* » est en suréquilibre de 119 000 euros.

IV. SUR LE RESULTAT AGREGE

Le résultat agrégé du budget de 2023 de la commune de Kourou est un excédent de 5 757 705 euros qui s'établit comme il suit :

Tableau n°2 : Résultat global agrégé du budget primitif 2023 (en euros)

| | Budget principal | Budget Eau | Budget Assainissement | Budget CNES | Total |
|--------------------------------|-------------------------|-------------------|------------------------------|--------------------|-------------------|
| Recettes | | | | | |
| Fonctionnement ou exploitation | 42 027 865 | 3 448 661 | 4 150 629 | 534 000 | 50 161 155 |
| Investissement | 24 157 954 | 6 039 936 | 4 705 150 | 0 | 34 903 040 |
| Total | 66 185 819 | 9 488 597 | 8 855 779 | 534 000 | 85 064 196 |
| Dépenses | | | | | |
| Fonctionnement ou exploitation | 54 429 434 | 3 448 661 | 4 150 629 | 415 000 | 62 443 724 |
| Investissement | 15 768 989 | 871 021 | 222 757 | 0 | 16 862 767 |
| Total | 70 198 423 | 4 319 682 | 4 373 386 | 415 000 | 79 306 491 |
| Résultat global | -4 012 604 | 5 168 915 | 4 482 393 | 119 000 | 5 757 705 |

Source : *Chambre régionale des comptes*

V. Sur la compatibilité du budget à la trajectoire de redressement

La chambre régionale des comptes de la Guyane avait proposé un plan de redressement des comptes dans son avis n° 2019-0086 du 1^{er} août 2019.

Le budget primitif 2023 fait apparaître un résultat prévisionnel de la section de fonctionnement dégradé de 10,8 millions d'euros par rapport à la trajectoire proposée par la chambre.

Tableau n°3 : Trajectoire budgétaire de la section de fonctionnement (montant en euros)

| | | Trajectoire définie par CRC 2023 | Budget 2023 corrigé | Ecart à la trajectoire |
|-----------------------------------|---|--|---------------------|------------------------|
| Recettes de fonctionnement | | | | |
| 013 | Atténuations de charges | 610 500 | 240 000 | -370 500 |
| 70 | Produits services, domaines et ventes | 1 201 000 | 166 800 | -1 034 200 |
| 73 | Impôts et taxes | 34 411 760 | 32 018 168 | -2 393 592 |
| 74 | Dotations et participations | 8 121 242 | 8 723 779 | 602 537 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 500 000 | 879 119 | 379 119 |
| 77 | Produits exceptionnels et FCTVA | 135 000 | 0 | -135 000 |
| | Total | 44 979 502 | 42 027 865 | -2 951 637 |
| Dépenses de fonctionnement | | | | |
| 011 | Charges à caractère général | 6 450 000 | 9 006 311 | 2 556 311 |
| 012 | Charges de personnel | 30 250 000 | 29 333 876 | -916 124 |
| 014 | Atténuations de produits | 170 000 | 0 | -170 000 |
| 65 | Autres charges de gestion courantes | 4 451 500 | 3 330 738 | -1 120 762 |
| 66 | Charges financières | 658 528 | 608 705 | -49 823 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0 | 385 401 | 385 401 |
| 42 | Opér.ordre de transferts entre sections | 1 200 000 | 1 706 861 | 506 861 |
| | Total | 43 180 028 | 44 371 892 | 1 191 864 |
| Résultat exercice | | 1 799 474 | -2 344 027 | -4 143 501 |
| R cumulé | | -1 615 065 | -12 401 569 | -10 786 504 |

Source : Chambre régionale des comptes

L'équilibre du budget de 2023 n'est ainsi pas compatible avec le plan de redressement.

Le non-respect de la trajectoire depuis plusieurs exercices aboutit à un déficit cumulé reporté en 2023 de 10,05 millions d'euros contre 3,41 millions d'euros attendus dans le plan.

Le développement attendu des produits de la fiscalité locale et des produits des services et des ventes n'a pas été mis en œuvre. Cette insuffisance de recettes explique 3,4 millions d'euros d'écart à la trajectoire.

En dépenses, la collectivité maîtrise sa masse salariale et les autres charges de gestion courantes mieux qu'attendu. Toutefois la réduction de la masse salariale constatée sur les précédents exercices ralentit et sa maîtrise reste fragile. De plus, la commune n'a pas

plafonné ses charges à caractère général qui dépassent la trajectoire de plus de 2,5 millions d'euros.

L'éventuel transfert de l'excédent d'investissement lié à la cession des titres que détenait la commune dans le capital de la SIMKO pour 6 millions d'euros, non proposé dans le présent avis, contribuerait à réduire de moitié le déficit de fonctionnement prévisionnel. Cette mesure ponctuelle devra s'accompagner d'efforts de gestion continus pour rétablir l'équilibre de la section de fonctionnement.

S'agissant des budgets annexes des services publics à caractère industriel et commercial (SPIC), l'absence d'autonomie financière, avec un compte au Trésor (compte 515) dédié, masque la situation financière réelle de la commune de Kourou. La collectivité doit mettre en place une autonomie financière de ses budgets annexes « Eau » et « Assainissement » afin de mettre fin à la pratique illégale de financement de trésorerie du budget principal par des ressources de ces deux SPIC. Au plan budgétaire, le suréquilibre des budgets annexes contribue à l'amélioration du résultat agrégé de la commune.

VI. SUR LES CONDITIONS DU REDRESSEMENT

Au regard de ce qui précède, la chambre invite la collectivité à poursuivre la mise en œuvre du plan de redressement formulé par la chambre dans son avis budgétaire du 1^{er} août 2019.

L'ensemble des corrections et propositions ont fait l'objet, au cours de l'instruction, de la contradiction prévue par les normes professionnelles des juridictions financières, article VI-17.

PAR CES MOTIFS,

- 1) **DECLARE** recevable la transmission par le préfet de la Guyane à la chambre régionale des comptes du compte administratif de 2022 et du budget primitif de 2023 de la commune de Kourou, au titre des dispositions de l'article L. 1612-14, alinéa 2, du code général des collectivités territoriales ;
- 2) **CONSTATE**, après vérification de la sincérité des restes à réaliser, que le résultat global de clôture du compte administratif de 2022 est un excédent de 3 540 812,81 euros, avec un déficit du budget principal de 6 715 938,22 euros ;
- 3) **CONSTATE** que le budget voté par la collectivité pour 2023 n'est pas en équilibre réel ;
- 4) **PROPOSE** ainsi au préfet de la Guyane de régler le budget primitif de 2023 de la commune de Kourou en apportant au budget voté les modifications figurant dans les tableaux joint en annexe I ;

- 5) **DEMANDE** au préfet de la Guyane de lui transmettre le compte administratif de 2023 et le budget primitif de 2024 de la collectivité conformément aux dispositions de l'article L. 1612-14 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales ;
- 6) **RAPPELLE** qu'en application de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, « *les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'État* » et que cet avis sans attendre la réunion de l'assemblée délibérante, fait l'objet d'une publicité immédiate ;
- 7) **DEMANDE** en conséquence à la commune de faire connaître à la chambre la date de cette réunion et de l'accomplissement de cette obligation ;
- 8) **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de la Guadeloupe, à l'ordonnateur et au directeur régional des finances publiques.

Délibéré par la chambre régionale des comptes de la Guyane, le 21 novembre 2023.

Présents :

- M. Patrick BARBASTE, président de chambre, président de séance ;
- M. Patrick PLANTARD, président de section ;
- Mme Sabah-Nora FAOUZI, M. Laurent CALBO, M. Eric GIRARDIER et M. Hervé SECK, premiers conseillers ;
- Mme Louise AREND, première conseillère, rapporteur.

Le président de séance

La greffière de séance

Patrick BARBASTE

Martine AZARES

ANNEXE 1 : Budget de la collectivité proposé pour 2023

Tableau n°4 : Budget principal de 2023 corrigé par la chambre

| SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE | | | | | |
|---|--|----------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Dépenses de fonctionnement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 011 | Charges à caractère général | 7 200 000,00 | 1 806 311,30 | 0 | 9 006 311 |
| 012 | Charges de personnel | 29 421 262,94 | 136 902,78 | -224 290 | 29 333 876 |
| 014 | Atténuation de produits | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 3 690 738,00 | 0,00 | -360 000 | 3 330 738 |
| 66 | Charges financières | 499 213,69 | 0,00 | 109 492 | 608 705 |
| 67 | Charges spécifiques | 50 000,00 | 86 058,02 | 249 343 | 385 401 |
| 68 | Dotations aux provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 042 | Opér..ordre de transferts entre sections | 1 706 861,00 | 0,00 | 0,00 | 1 706 861 |
| 043 | Opér. d'ordre de transferts intérieur de section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 10 057 541,46 | 0,00 | 0,00 | 10 057 541 |
| | Total | 52 625 617,09 | 2 029 272,10 | -225 455 | 54 429 434 |
| Recettes de fonctionnement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 013 | Atténuations de charges | 400 000,00 | 0,00 | -160 000 | 240 000 |
| 70 | Produits services, domaines et ventes | 200 000,00 | 0,00 | -33 200 | 166 800 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf le 731) | 19 905 564,60 | 0,00 | 524 235 | 20 429 799 |
| 731 | Fiscalité locale | 13 361 430,62 | 0,00 | -1 773 062 | 11 588 369 |
| 74 | Dotations et participations | 8 089 519,00 | 0,00 | 634 260 | 8 723 779 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 500 000,00 | 379 118,50 | 0 | 879 119 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 |
| 77 | Produits spécifiques | 200 027,00 | 0,00 | -200 027 | 0 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 42 656 541,22 | 379 118,50 | -1 007 794 | 42 027 865 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE | | | | | |
|--|--|----------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Dépenses d'investissement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opération) | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 400 000 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opération) | 1 948 813,00 | 0,00 | -1 248 813 | 700 000 |
| 23 | Immobilisations en cours (y compris opération) | 2 000 000,00 | 12 377 250,04 | -1 238 915 | 13 138 335 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 451 187,00 | 0,00 | 79 467 | 1 530 654 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 5 800 000,00 | 12 377 250,04 | -2 408 261 | 15 768 989 |
| Recettes d'investissement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 2 000 000,00 | 8 213 307,85 | 2 868 722 | 13 082 030 |
| 10 | Dotations fonds divers et réserves | 3 800 000,00 | 0,00 | -3 586 636 | 213 364 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 040 | Opér.ordre de transferts entre sections | 1 706 861,00 | 0,00 | 0,00 | 1 706 861 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 9 155 699,03 | 0,00 | 0,00 | 9 155 699 |
| | Total | 16 662 560,03 | 8 213 307,85 | -717 914 | 24 157 954 |

| BALANCE GENERALE | | | | |
|-------------------------------------|----------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Section de fonctionnement | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 52 625 617,09 | 2 029 272,10 | -225 455 | 54 429 434 |
| Recettes | 42 656 541,22 | 379 118,50 | -1 007 794 | 42 027 865 |
| Résultat | -9 969 075,87 | -1 650 153,60 | -782 339 | -12 401 569 |
| Section d'investissement | | | | |
| Dépenses | 5 800 000,00 | 12 377 250,04 | -2 408 261 | 15 768 989 |
| Recettes | 16 662 560,03 | 8 213 307,85 | -717 914 | 24 157 954 |
| Résultat | 10 862 560,03 | -4 163 942,19 | 1 690 347 | 8 388 965 |
| Résultat global prévisionnel | 893 484,16 | -5 814 095,79 | 908 008 | -4 012 604 |

Tableau n°5 : Budget annexe « assainissement » 2023 corrigé par la chambre

| SECTION D'EXPLOITATION - VUE D'ENSEMBLE | | | | | |
|---|--|---------------------|----------------------|-------------------|------------------|
| Dépenses d'exploitation | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 011 | Charges à caractère général | 35 000,00 | 0,00 | 65 000 | 100 000 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 4 185 827,16 | 0,00 | -146 288 | 4 039 539 |
| 042 | Opér. ordre de transferts entre sections | 11 090,11 | 0,00 | 0,00 | 11 090 |
| 043 | Opér. ordre de transferts intérieur de section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 4 231 917,27 | 0,00 | -81 288 | 4 150 629 |
| Recettes d'exploitation | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 323 328,00 | 0,00 | -81 288 | 242 040 |
| 042 | Opér. ordre de transferts entre sections | 72 756,93 | 0,00 | 0,00 | 72 757 |
| 043 | Opér. ordre de transferts intérieur de section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 3 835 832,34 | 0,00 | 0 | 3 835 832 |
| | Total | 4 231 917,27 | 0,00 | -81 288 | 4 150 629 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE | | | | | |
|--|--|---------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Dépenses d'investissement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000 |
| 040 | Opér.ordre de transferts entre sections | 72 756,93 | 0,00 | 0,00 | 72 757 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 222 756,93 | 0,00 | 0,00 | 222 757 |
| Recettes d'investissement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 10 | Dotations fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 3 400,00 | 3 400 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 4 185 827,16 | 0,00 | -146 288 | 4 039 539 |
| 040 | Opér.ordre de transferts entre sections | 11 090,11 | 0,00 | 0,00 | 11 090 |
| 041 | Opérations patrimoniale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 651 120,31 | 0,00 | 0,00 | 651 120 |
| | Total | 4 848 037,58 | 0,00 | -142 888 | 4 705 150 |

| BALANCE GENERALE DU BUDGET | | | | |
|-------------------------------------|---------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Section d'exploitation | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 4 231 917,27 | 0,00 | -81 288 | 4 150 629 |
| Recettes | 4 231 917,27 | 0,00 | -81 288 | 4 150 629 |
| Résultat | 0,00 | 0,00 | 0,0 | 0 |
| Section d'investissement | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 222 756,93 | 0,00 | 0 | 222 757 |
| Recettes | 4 848 037,58 | 0,00 | -142 888 | 4 705 150 |
| Résultat | 4 625 280,65 | 0,00 | -142 888 | 4 482 393 |
| Résultat global prévisionnel | 4 625 280,65 | 0,00 | -142 888 | 4 482 393 |

Tableau n°6 : Budget annexe « CNES » 2023 corrigé par la chambre

| SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE | | | | | |
|--|-------------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 014 | Atténuation de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 65 | Autres charges de gestion courantes | 415 000,00 | 0,00 | 0,00 | 415 000 |
| D002 | Résultat reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 415 000,00 | 0,00 | 0,00 | 415 000 |
| Recettes de fonctionnement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| 74 | Dotations et participations | 389 000,00 | 0,00 | 36 500,00 | 425 500 |
| R002 | Résultat reporté ou anticipé | 26 000,00 | 0,00 | 82 500,00 | 108 500 |
| | Total | 415 000,00 | 0,00 | 119 000,00 | 534 000 |

| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE | | | | | |
|---|--|-------------|----------------------|-------------------|----------------|
| Dépenses d'investissement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| D001 | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| Recettes d'investissement | | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| R001 | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| | Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |

| BALANCE GENERALE DU BUDGET | | | | |
|-------------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Section de fonctionnement | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 415 000,00 | 0,00 | 0,00 | 415 000 |
| Recettes | 415 000,00 | 0,00 | 119 000,00 | 534 000 |
| Résultat | 0,00 | 0,00 | 119 000,00 | 119 000 |
| Section d'investissement | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| Recettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| Résultat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| Résultat global prévisionnel | 0,00 | 0,00 | 119 000,00 | 119 000 |

Tableau n°7 : Budget annexe « Eau » 2023 sans modification

| BALANCE GENERALE DU BUDGET | | | | |
|-------------------------------------|---------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Section de fonctionnement | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 3 448 660,84 | 0,00 | 0,00 | 3 448 661 |
| Recettes | 3 448 660,84 | 0,00 | 0,00 | 3 448 661 |
| Résultat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| Section d'investissement | Budget voté | Correction de la CRC | | Budget proposé |
| | | Restes à réaliser | Mesures nouvelles | |
| Dépenses | 871 021,11 | 0,00 | 0,00 | 871 021 |
| Recettes | 6 039 936,49 | 0,00 | 0,00 | 6 039 936 |
| Résultat | 5 168 915,38 | 0,00 | 0,00 | 5 168 915 |
| Résultat global prévisionnel | 5 168 915,38 | 0,00 | 0,00 | 5 168 915 |